

Le Sommet des peuples de Québec

Pierre Bourdieu

Numéro 80, hiver 2001–2002

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/46060ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Éditions Intervention

ISSN

0825-8708 (imprimé)

1923-2764 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Bourdieu, P. (2001). Le Sommet des peuples de Québec. *Inter*, (80), 14–15.



Le Sommet des peuples de Québec

PIERRE BOURDIEU

Vous êtes ici très nombreux à vous inquiéter, à vous indigner, à vous insurger devant le monde tel qu'il est, le monde tel que nous le font les puissances économiques et politiques.

Ces puissances qui, longtemps incarnées par les figures trompeuses de bellâtres de série B, ont aujourd'hui pris le visage étriqué et buté de monsieur BUSH. Vous êtes très nombreux, ici, à Québec, mais aussi à Berlin, à Tokyo, à Rio, à Paris et partout dans le monde, à vous révolter contre la politique de « mondialisation » dont le Sommet des Amériques est une nouvelle étape, après Seattle, Séoul ou Prague. Parce que, comme cette réunion visant à instaurer le libre-échange à l'échelle des Amériques le montre bien, la « mondialisation » qu'on nous présente comme une fatalité, destin inévitable des sociétés avancées, est bien une politique, et une politique visant à imposer les conditions les plus favorables aux forces économiques.

La logique du profit

Quel est en effet ce « libre-échange » dont on nous parle ? Il suffit de lire l'Accord général du commerce et des services, dont l'accord de Montréal n'est sans doute qu'une variante, pour être éclairé et édifié. Mais, soit dit en passant, qui aura le courage de lire ces milliers de pages délibérément confuses, rédigées par des experts à la solde des grands lobbies internationaux ?

Or il suffit de lire ces pages pour comprendre qu'il s'agit avant tout de détruire tous les systèmes de défense qui protègent les plus précieuses conquêtes sociales et culturelles des sociétés avancées ; pour comprendre qu'il s'agit de transformer en marchandises et en sources de profit toutes les activités de service, y compris celles qui répondent à des besoins fondamentaux, comme l'éducation, la culture et la santé.

Les mesures que concocte l'OMC sont censées s'appliquer à des services comme les bibliothèques, l'audiovisuel, les archives et les musées, et tous les services liés au divertissement – arts, spectacles, sport, théâtre, radio et télévision, etc. Je pourrais, pour faire comprendre les effets du règne sans partage de l'argent, prendre l'exemple du théâtre, ou du cinéma – abandonné de plus en plus aux films à grand spectacle et à effets spéciaux qui abrutissent et assomment le monde entier – mais je m'en tiendrai au domaine du sport, où la logique du profit (lié notamment aux rediffusions télévisées des spectacles sportifs) a fait disparaître tout ce qui était lié à une forme d'amateurisme (à commencer par la beauté du spectacle) et introduit la corruption, le dopage, la concentration des ressources sportives aux mains de quelques grands clubs capables de payer des transferts exorbitants – je pense ici au football. J'ai parlé de destruction des systèmes de défense immunitaire, et c'est bien de cela qu'il s'agit. Comment ne pas voir qu'un programme comme celui de l'OMC, qui entend traiter comme des « obstacles au commerce » les politiques visant à sauvegarder les particularités culturelles nationales et propres, de ce fait, à constituer des entraves pour les industries culturelles transnationales, ne peut avoir pour effet que d'interdire à la plupart des pays, et en particulier aux moins dotés en ressources économiques et culturelles, tout espoir d'un développement adapté aux particularités culturelles et respectueux des diversités, en matière culturelle comme dans tous les autres domaines ? Cela notamment en leur enjoignant de soumettre toutes les mesures nationales, réglementations intérieures, subventions à des établissements ou à des institutions, licences, etc., aux verdicts d'une organisation qui tente de conférer les



allures d'une norme universelle aux exigences des puissances économiques transnationales.

Le mythe du libre-échange

En fait, le mythe du libre-échange entre partenaires égaux masque sous les dehors policés d'accords internationaux juridiquement garantis la logique brutale des rapports de force qui s'affirme en fait dans la dissymétrie du double standard, deux poids deux mesures : cette logique fait que les dominants, et en particulier les États-Unis, peuvent recourir au protectionnisme et aux subventions qu'ils interdisent aux pays en voie de développement (empêchés par exemple de limiter les importations d'un produit causant de graves dommages à leur industrie ou de réguler les investissements étrangers). Étranges lois, par lesquelles les dominants se placent au-dessus des lois. Pour nommer ces contrats léonins, qui donnent au dominé le droit d'être mangé par le dominant, les Kabyles parlent du contrat du lion et de l'ânesse.

Mais n'êtes-vous pas bien placés, ici, au Canada, pour observer les effets des accords de libre-échange entre puissances inégales ? Et pour analyser l'effet de domination lié à l'intégration dans l'inégalité ? Du fait de l'abolition des protections qui l'a laissé sans défense, notamment en matière de culture, le Canada n'est-il pas en train de subir une véritable intégration économique et culturelle de la part de son voisin nord-américain ? L'union douanière n'a-t-elle pas eu pour effet de déposséder la société dominée de toute indépendance économique et culturelle à l'égard de la puissance dominante, avec la fuite des cerveaux, la concentration de la presse, de l'édition, etc. au profit des États-Unis ? Et il faudrait analyser en détail la place très particulière qui revient, dans la résistance à ces processus, à la province francophone du Québec : la barrière de la langue peut être une protection (un autre exemple serait la comparaison entre l'Angleterre et la France) ; j'en vois un indice dans la contribution des Québécois



à la lutte contre la mondialisation – je pense par exemple au rôle des femmes québécoises dans l'élaboration de la magnifique Charte de la Marche mondiale des femmes.

Ainsi, tout ce que l'on décrit sous le nom à la fois descriptif et prescriptif de « mondialisation » est l'effet non d'une fatalité économique, mais d'une politique. Cette politique est tout à fait paradoxale puisqu'il s'agit d'une politique de dépolitisation : puisant sans vergogne dans le lexique de la liberté – libéralisme, libéralisation, dérégulation –, elle vise à conférer une emprise fatale aux déterminismes économiques en les libérant de tout contrôle et à obtenir la soumission des gouvernements et des citoyens aux forces économiques et sociales ainsi « libérées ».

Restaurer la politique

Contre cette politique de dépolitisation, il faut restaurer la politique, c'est-à-dire la pensée et l'action politiques, et trouver à cette action son juste point d'application, qui se situe désormais au-delà des frontières de l'État national, et ses moyens spécifiques, qui ne peuvent plus se réduire aux luttes politiques et syndicales au sein des États nationaux. À l'accord

des gouvernements des deux Amériques, il faut opposer un mouvement social des deux Amériques, regroupant tous les Américains du Sud et du Nord (projet qui n'est pas aussi irréaliste qu'il peut paraître si l'on songe que c'est souvent des États-Unis eux-mêmes que, avec les Ralph NADER, Suzan GEORGE ou Lory WALLACH, sont partis les premiers mouvements de contestation de la politique de mondialisation). Ce mouvement trouverait un allié naturel dans le mouvement social européen – regroupant les syndicats, les associations de lutte et les chercheurs critiques de tous les pays européens – qui est actuellement en voie de constitution (je vous renvoie sur ce point à mon petit livre, *Contre-feux 2*).

Et l'on pourrait ainsi concevoir, en liaison avec d'autres mouvements internationaux comme la Marche mondiale des femmes, que se constitue une organisation permanente de résistance capable d'opposer ses mots d'ordre (de boycott par exemple), ses manifestations, ses analyses critiques et ses productions symboliques, artistiques notamment, à la violence sans visage des forces économiques et des pouvoirs symboliques qui, dans la presse, la télévision et la radio, entre autres, s'empres- sent à leur service.

